

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°80/DEC. 1980 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. Can.

VERS L'UNIFICATION DU PROLETARIAT MONDIAL

● Quand, pour éclairer la route, nous avons une torche aussi flamboyante que celle du combat du prolétariat en Pologne, comment ne pas nourrir la plus grande assurance dans notre avenir ! Prolétaires, camarades, l'heure est à la confiance dans notre force. Lucidement, sans emballement aucun ni exagération, rendons-nous compte que le temps est en train de travailler en notre faveur. Sachons nous en saisir.

Qu'est-ce que nous dit la formidable lutte que les ouvriers mènent en Pologne depuis 5 mois ! Qu'il n'y avait aucun hasard à la succession des grands mouvements ouvriers de ces dernières années, des sidérurgistes de Longwy et Denain en 79 à leurs frères de Grande-Bretagne, en 80 ; des dockers de Rotterdam aux métallurgistes de Sao Paulo, au Brésil, en 79. Le magnifique combat de Pologne n'est donc que le couronnement et l'explication de tout un processus qui a nom : le développement généralisé de la lutte ouvrière dans le monde. A côté de ces grands mouvements cités, ce sont cent, mille autres exemples qui, à divers degrés, viennent certifier cette réalité. Parlons des grandes grèves dans l'automobile, en Espagne et en Italie, de la dure lutte des ouvriers du textile d'Izmir en Turquie, des mineurs aux USA. On pourrait allonger indéfiniment la liste des luttes, des secteurs de travail et des contrées touchées par elles : Suède,

Corée, Tunisie (Gafsa), Algérie (Tizi-Ouzou), Soudan, Liberia, Zimbabwe, Afrique du Sud, Pérou, Venezuela, Colombie, Inde, Portugal, Iran... entre 1977 et 1980. Voilà maintenant que la lutte allumée en Pologne commence à se répandre en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en RDA et en URSS même.

Oui, l'heure est au développement de la lutte ouvrière. Nous assistons déjà à une internalisation dans les faits de la lutte de classe. C'est que la crise capitaliste, en s'approfondissant, n'a pas manqué d'harmoniser le désillusionnement des ouvriers et de déterminer, partout, les mêmes nécessités de lutte, et les mêmes objectifs du combat ouvrier. C'est jusque dans les formes même de cette lutte, qu'on voit une tendance à l'unification. A la situation d'hier dans laquelle les ouvriers croyaient encore pouvoir s'en sortir chacun dans leur coin, donnant pièce aux grandes tromperies bourgeoises sur les spécificités et les particularismes nationaux, depuis les prétendus privilèges du prolétariat des pays d'Occident jusqu'à la voie spéciale de lutte des prolétariats du tiers-monde, commence à faire place un état de fait où le mouvement ouvrier s'aperçoit comme une dynamique unique, cimentée par une réalité capitaliste identique. C'est cependant du sein même de ces

pays que la mystification bourgeoise, à l'Est comme à l'Ouest, présente comme socialistes que la lutte des travailleurs en Pologne vient sans doute apporter la preuve la moins discutable de la profondeur du mouvement ouvrier actuel et du réalisme qui le porte.

Cette progression du réalisme et l'absence des mystifications bourgeoises qu'elle traduit, s'exprime généralement dans la société par une multiplication des explosions sociales de par le monde, de Bristol à Miami, Amsterdam et Zurich. Cela se manifeste encore par la perte de crédibilité des hommes politiques (voir les sondages), par l'abstentionnisme aux élections (voir l'exemple américain récent), la désyndicalisation ou même parce que la presse bourgeoise française nomme l'effet Coluche. Ce qui rend cependant ce contexte d'insoumission vraiment menaçant pour la bourgeoisie, c'est la question ouvrière, car le prolétariat est capable de donner à la révolte sociale une orientation révolutionnaire, anti-étatique.

"Gdansk, Turin, même combat", clamait récemment un ouvrier italien de la Fiat. Cela mieux que tout, traduit l'internationalisation de fait de la lutte ouvrière et l'homogénéisation mondiale de la conscience de classe. Cela annonce le pas prochain du pro-

létariat : le passage de l'internalisation factuelle à l'internationalisme prolétarien. La classe ouvrière, luttant simultanément aux quatre coins du monde, n'est pas encore au point, cependant, de poser le cadre international de chacune de ses luttes. Mais c'est à travers l'expérience répétée, simultanée de l'impasse de ses multiples combats encore localisés et parcellisés par la gauche dans l'opposition, que sont créées pour elle les conditions d'y parvenir. C'est l'obligation où la pousse la crise capitaliste de devoir lutter sans rémission pour la satisfaction de ses exigences les plus vitales et, à travers cela, la prise de conscience de l'impossibilité pour la bourgeoisie de les satisfaire, même momentanément qui, faisant nécessairement sortir la classe ouvrière hors de tous les cadres de la conciliation avec le capitalisme : lois, nations, syndicats, pacifisme, qui, lui révélant ses amis et ses ennemis, ce qui aide sa lutte et ce qui l'entrave, qui, l'amenant à surmonter les divisions installées en son sein par la bourgeoisie (comme la division entre travailleurs immigrés et ouvriers du pays) conduiront le prolétariat à la proclamation de son grand mot d'ordre historique du combat révolutionnaire :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La "gauche" en France

DERRIERE UN LANGAGE RADICAL, UN PROGRAMME CAPITALISTE.

● Un million et demi de chômeurs, atteignant 6,1% de la population active; 13,6% d'inflation, et la France ne fait que commencer de s'enfoncer dans une récession qui sera sans précédent depuis le commencement de la crise mondiale. Déjà le bilan de l'attaque menée contre les conditions de vie ouvrière est très très lourd.

A la hausse vertigineuse des prix, s'ajoutent les mesures de limitation des salaires, chaudement "conseillées" par l'Etat aux chefs d'entreprises, les coups de frein aux prestations sociales

agréments par contre de hausses sur les cotisations, comme on l'a vu pour la Sécurité Sociale, les restrictions des "secours" aux chômeurs. Le gouvernement peut avouer la "stagnation" officielle du pouvoir d'achat.

L'escalade du chômage, c'est aussi les mesures Stoleru d'expulsion des travailleurs immigrés, le développement sans précédent du chômage partiel qui a augmenté de 31,8% en un an: importantes mesures de chômage technique chez Peugeot: 55.000 travailleurs concernés; chez Citroën: 27 jours chômés depuis le début de l'année, diminution du temps de travail AVEC diminution des salaires, propositions insistantes d'une prime au départ "volontaire" pour les jeunes, d'un congé longue durée avec 1000 F par mois pour les femmes.

Le chômage, total ou partiel continue non seulement de condamner les jeunes à aller s'inscrire directement à l'ANPE où 400 000 des inscrits ne touchent aucune indemnité, mais se traduit aussi par une pluie de licenciements : en un an les licenciements pour raisons économiques ont augmenté de plus de 100%. Faillites et compressions de personnel en série dans les petites entrepri-

SUITE PAGE 2



LA GAUCHE A DE PLUS EN PLUS DE MAL A ENTRAÎNER DERRIERE ELLE SES MASSES ENTHOUSIASTES SUR SES MOTS D'ORDRE CHAUVINISTES, DANS SES MANIFESTATIONS, IL N'Y A GUERE QUE SES TROUPES PROFESSIONNELLES. ...MAIS LES SYNDICATS PARVIENNENT ENCORE A CASSER LES GREVES.

SOMMAIRE 80

MANUFRACTURE :	P.2.
RACISME : DE STOLERU AU PC.....	P.3
AUSTERITE; REPRESSION.....	P.3
POLOGNE : DE 70 A 80.....	P.4
USA : LES DEMOCRATES DANS L'OPPOSITION.....	P.5
PRO OU ANTI "SOCIALISME".....	P.6
ANTI-FASCISME PRIMAIRE.....	P.7

Pologne: P.2

malgré les syndicats la classe ouvrière ne lâche pas prise

ses. Dans les grosses, il suffit de citer les 1865 licenciés de Manufrance, 2500 départs volontaires chez Peugeot, 1500 chez Talbot, suppression de 2040 emplois chez Thomson.

Mais tout cela ne donne qu'un aperçu de ce qui nous attend : "Les prochaines années seront les plus dures que le monde aura connues depuis la seconde guerre mondiale (...); dans la conjoncture actuelle le maintien du pouvoir d'achat ne peut plus être garanti". Voilà comment Barre inaugure le VIIIème plan, VIIIème plan dont la caractéristique non des moindres sera là encore l'accélération du chômage: on prévoit deux millions et demi en 85, ce qui risque bien d'être une prévision optimiste, quand l'INSEE calcule en même temps que "en moyenne, les effectifs employés dans l'industrie seraient en 1986 inférieurs de 20% à ceux de 1975. Sans attendre cette date, la seule situation dans l'automobile, la réduction de la production dans la sidérurgie (-14% ce trimestre) augurent des licenciements que, une fois les élections passées, il ne sera certainement plus possible de remettre.

Si le VIIIème plan se propose de planifier le chômage en recommandant "l'amélioration du coût relatif du travail par rapport au coût des autres facteurs de production", c'est à dire le blocage des salaires, la gauche et les syndicats de leur côté multiplient les discours contre la crise. Dans la division la plus complète sur la forme, mais dans un chœur touchant sur le fond, CFDT, CGT, PS et PC se disputent la prime de la meilleure campagne de lutte contre l'austérité et le chômage, c'est à qui proposera les objectifs les plus capables de mobiliser les travailleurs derrière sa propre officine.

"Contre les bas salaires et pour la création d'emplois", clame la CFDT; "pour le maintien de l'emploi"... "Vivre et travailler au pays", clame la CGT; et l'une et l'autre axent leurs campagnes sur des objectifs de lutte comme: "organisation du temps de travail", "réduction des heures supplémentaires", "35h", "libération de la femme" en la renvoyant dans ses foyers par les propositions sur le travail à temps partiel.

Quant au PC, Marchais vient de faire connaître dans une conférence de presse, son programme de candidat à la présidence, baptisé "plan de lutte". Les mesures proposées par le PC sont simples, il suffisait d'y penser! 500 000 emplois supplémentaires par an; le SMIC à 3300 F tout de suite; 5ème semaine de congés payés; allongement du congé maternité... n'en sont qu'un échantillon. Le tout

est bien sûr accompagné des orientations stalinienne habituelles : nationalisations de 23 groupes, défense tous azimuts, indépendance énergétique, protectionnisme, et aussi... renforcement de la police, arrêt de l'immigration. Marchais peut toujours prétendre qu'avec cela, son programme vise un rythme de 4,5% de croissance, l'arrêt de l'inflation, la défense du franc, tout le monde sait bien -et lui le premier- que son programme est de l'utopie pure et simple.

Mais, à un moment où la pression du chômage devient un des plus lourds facteurs de dégradation de nos conditions de vie, à un moment où tous les ouvriers y sont confrontés directement ou indirectement, à un moment où la profondeur de la crise vient confirmer dans toute sa réalité l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail, le problème de la bourgeoisie est bien de faire le plus de bruit possible pour masquer cette réalité.

Ainsi, les syndicats peuvent toujours mettre en avant des campagnes "pour l'emploi", leurs propositions n'aboutissent pas à autre chose qu'à la répartition de la misère entre tous, c'est à dire entre tous les ouvriers, et c'est pour cela qu'ils demandent aux travailleurs de se mobiliser.

Partout où de telles mesures se sont opérées, dans certains secteurs en France, ou en Belgique, où les syndicats ont mobilisé les travailleurs autour des "36h", en agitant la sucette de la garantie du salaire, non seulement les salaires ont diminué quand même, mais aucun emploi nouveau n'a été créé.

La bourgeoisie, de droite comme de gauche, sait depuis toujours, et plus que jamais dans la crise ouverte, que la défense du capital national et les mesures à prendre contre la dégradation de la situation économique ne peuvent se faire que contre les intérêts de la classe ouvrière, qu'à condition d'intensifier l'attaque contre le travail. Telle est la fonction de la droite au pouvoir. Par contre, les programmes syndicaux, les "plans de lutte" de la gauche visent surtout à convaincre la classe ouvrière que sa lutte est identique à celle du capital national contre la crise, qu'une amélioration des conditions de vie ouvrières peut aller de pair avec celle des conditions de la survie du capitalisme. Défense de l'entreprise, de la région, de la nation, tel est l'objectif que la gauche et les syndicats veulent imposer aux luttes ouvrières, autour de mots d'ordre comme

les nationalisations, "produire français", "Vivre et travailler au pays", "sauver Manufrance". Avec ou sans phraseologie radicale, il s'agit avant tout d'enfermer la lutte, non seulement dans des objectifs qui ne sont pas les siens, mais sur un terrain où il n'y a pas de riposte réelle possible pour la classe ouvrière, d'épuiser la combativité dans une série d'actions qui divisent, isolent, enferment et pour finir, dégoûtent les ouvriers de la lutte. La sinistre leçon de Manufrance est la meilleure illustration de ce que peut donner le programme de la gauche quand il se réalise.

A quoi servent les "solutions" de gauche

"J'ai tiré, avec mon parti, les leçons de l'expérience du programme commun. Je n'entends pas faire des promesses, laisser croire que je pourrais apporter aux travailleurs sur un plateau d'argent, les changements qu'ils attendent, pour peu qu'ils votent pour moi. Si je le faisais, je serais un menteur (...), ces objectifs ne deviendront réalité que si les travailleurs s'en emparent, les font leurs et luttent pour les imposer au capital.", déclare Marchais en présentant son "plan de lutte".

C'est on ne peut plus clair, le programme de la gauche ne vise, ni à gagner une place au gouvernement, ni même à relancer une illusion électoraliste qui ne fonctionne plus, mais bien à faire face à une combativité, un mécontentement et des luttes bien réelles qu'elle ne veut pas laisser lui échapper. Cette préoccupation, les syndicats, comme les partis, l'ont fait leur. La CFDT "resyndicalise" et Séguéy déclare:

"L'idée que les situations antérieures avaient cultivée, selon laquelle peu de succès revendicatifs pouvaient être obtenus sans changement politique, cette idée-là commence à être dépassée. La volonté de changement, de réformes et de transformations sociales n'est certes pas en régression, bien au contraire, mais la conscience de la nécessité et de l'efficacité immédiate pour conquérir tout de suite de meilleures conditions de vie et de travail a fait ces temps derniers de remarquables progrès."

Mais l'ampleur internationale de la crise, son caractère inéluctable qui n'a d'autre aboutissement logique que la GUERRE, telle est la vraie réalité qui se dresse devant une classe aux intérêts mondiaux; le grand bruit fait par la gauche et les syndicats n'a d'autre fonction que de dresser un barrage au mûrissement de la conscience de cette situation, de l'ENJEU qui est ainsi posé. En même temps le bruit qu'ils font est à la mesure du vide grandissant qui se creuse entre la classe ouvrière et "son" Etat national et qui voit s'effondrer aussi la crédibilité et l'influence de la gauche et des syndicats eux-mêmes. Ainsi, si la radicalisation du langage de la gauche, si l'activisme syndical dans les usines sont parvenus jusqu'ici à faire barrage à la voie ouverte par Longwy et Denain, les grandes campagnes syndicales, les meetings du PC aux portes des usines, les journées d'action comme celle du 14 novembre ont essayé ces temps-ci des échecs retentissants.

Syndicalistes et gauchistes s'alarment de ces échecs, de la désyndicalisation, de la division de la gauche, de la certitude qu'a Giscard d'être réélu, et ils essayent de persuader la classe ouvrière que là se trouve sa faiblesse. Les mêmes syndicalistes et gauchistes, et avec eux l'ensemble de la presse, présentent la perte d'influence de la gauche comme le fait d'une classe ouvrière battue, démoralisée par l'ampleur de la crise.

Au milieu des années 70, où une gauche forte et unie parvenait à détourner des nécessités de la lutte une classe ouvrière pleine d'illusions sur les échéances électorales, ce n'est pas l'attaque déjà frontale de la crise qui démoralisait les ouvriers, mais bien l'efficacité du carcan idéologique de la bourgeoisie. Contrairement à cette période, la perte d'influence de la gauche, ses divisions, ses efforts mêmes pour radicaliser toujours plus son langage, alors que depuis 2 ans, en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Pologne, la combativité ouvrière est revenue au premier plan de la situation, tout cela traduit la faiblesse fondamentale de la bourgeoisie. Pour la classe ouvrière au contraire, l'ampleur de la crise est l'aiguillon qui conditionne la généralisation de son combat et l'approfondissement de sa conscience.

J.U.

MANUFRANCE

LA DEROUTE DANS L'ORDRE SYNDICAL

● "Accepter 100 licenciements aujourd'hui, c'est en accepter des milliers demain. Si la classe ouvrière ne résiste pas pied à pied aux attaques de la bourgeoisie, si elle se laisse entraîner sur le terrain des "nécessités économiques" et du "sauvetage de l'entreprise" au lieu de se sauver elle-même, elle s'affaiblit. Elle est moins capable en second coup de résister, de répondre. C'est ce qui s'est passé à Manufrance avec cette seconde vague de licenciements" (RI n°57. Janvier 1979).

Près de deux ans plus tard, on assiste effectivement au licenciement de la totalité des ouvriers qui, poussés par les syndicats au sauvetage de l'entreprise et non à la lutte pour leur propre salut n'ont strictement rien gagné.

Que s'est-il passé à Manufrance ? - En 1977, l'intersyndicale accepte 336 licenciements dans l'entreprise dont le principal actionnaire est la municipalité P.C.

- En mars 1978, le nouveau PDG Gadot-Clet salué par Sanguedolce, le maire communiste, comme l'homme "qui va donner un nouvel élan à l'entreprise" licencie 342 travailleurs et met tous les ouvriers au chômage technique durant deux mois.

- Fin 1978, le nouveau plan de restructuration de Gadot-Clet prévoit 1200 licenciements. En paroles, la municipalité et les syndicats refusent; en pratique il y aura près de 700 licenciements.

- En février 1979, Mestries succède à Gadot-Clet; cette fois-ci Sanguedolce salue un "homme compétent et courageux" et dit "nous lui faisons confiance". Il licencie 609 travailleurs avec l'accord des syndicats.

- Le 30 octobre 1980, mise en liquidation de la société et licenciements du reste du personnel.

Voilà les faits !

Mais que signifiait donc tout ce bruit et cette fureur orchestrés par la gauche et les syndicats pendant 4 ans ?

A cette question, on peut répondre concrètement que tout ce tapage de la gauche et des syndicats a pour but de détourner l'attention des travailleurs.

Face à une crise mondiale qui touche l'ensemble des industries, la gauche et les syndicats isolent les ouvriers en les enfermant dans le "sauvetage de leur entreprise" ("les Manu"...), dans "leur" nation ("sauvons le patrimoine national"), alors que les ouvriers n'ont pas de patrie et qu'ils sauraient encore moins avoir une entreprise.

Face à une crise mondiale, les syndicats crient très fort : "Giscard veut assassiner Manufrance... nous pouvons la sauver, il faut l'adapter aux nécessités économiques" alors que les nécessités économiques signifient davantage d'exploitation, davantage de chômage.

Et bien sûr, tout ce verbiage s'amplifie au milieu des flonflons aussi démoralisants qu'inutiles : manifs bidois à longueur d'année, rallies en vélo, délégations au ministère où "rien ne s'est dit", coups de téléphone à Giscard, signatures de pétitions... Vraiment beaucoup de bruit pour faire croire qu'on est aux côtés des ouvriers mais en réalité pour les tromper, les enchaîner au capitalisme et, en fin de compte, pour leur faire baisser les bras et récolter... le chômage.

A Manufrance, d'un côté le gouvernement appliquait sa politique d'attaque frontale, sans fard, contre la classe ouvrière. De l'autre côté, la gauche et les syndicats, sous les fards d'une opposition radicale à l'Etat et aux "grands patrons", déviaient la combativité ouvrière vers des impasses toutes

aussi bourgeoises : le corporatisme, le nationalisme, la gestion de l'entreprise... Que ce soit, sans masque, la politique du gouvernement ou, avec un masque, la politique de la gauche et des syndicats, leur but et le résultat sont les mêmes : faire plier la classe ouvrière.

Que pouvaient faire alors les ouvriers à Manufrance -comme ailleurs- pour ne pas être défaits ?

Lutter! Mais pour cela, les ouvriers n'ont pas à rester dans les problèmes de gestion de leur entreprise comme si c'était "leur affaire". Les intérêts des travailleurs et du capital sont inconciliables. Une meilleure gestion signifie toujours être plus compétitif et cela équivaut toujours à être plus exploité ou ... licencié. D'après les tracts de la CGT, Manufrance est censée être une "entreprise pleine de vitalité". Et si elle ne l'était pas ? Que faudrait-il faire ? Accepter les licenciements ? En vérité, pour la gauche et les syndicats, c'est ce qui c'est passé.

Une autre condition pour que les travailleurs puissent effectivement s'imposer face aux attaques de la bourgeoisie est de généraliser le combat et de chercher la solidarité auprès des autres ouvriers car c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est concerné. Des Manufrance, il en existe des milliers. Et plus les ouvriers ressentent ce besoin d'une solidarité de classe, plus les syndicats s'efforcent de la transformer en mascarade. Ainsi, durant toute la lutte à Manufrance, les syndicats n'ont pas cessé, au nom de "l'organisation de la solidarité", de diviser les ouvriers et de les isoler. Ils ont appelé, par exemple, à une grande manifestation à Saint Etienne.

Là, les syndicats ont mis le paquet. Des cars, des trains ont amené des délégués d'un peu partout pour crier "les manu sont dans la rue". Mais au lieu d'étendre la lutte, ce genre de mobilisation est fait pour l'isoler. En restant à Saint Etienne, coincés dans "leur" entreprise, quels contacts peuvent avoir les ouvriers avec les milliers d'autres ouvriers ? Et comment ceux-ci peuvent-ils se sentir concernés quand leurs frères de classe se disent "les manu" ? S'agit-il d'être un "manu" ou une seule et même classe ouvrière ayant des intérêts communs ? Contre toute cette division, il n'y a qu'une réponse : pas de "manu", pas de "terrin", pas de "richier", mais... "les ouvriers, les ouvriers" comme scandaient les sidérurgistes à Denain en conspuant les dirigeants syndicaux et de gauche.

A Manufrance, la classe ouvrière enregistre un échec. Comme en bien d'autres endroits de lutte, sa défaite a été celle de l'isolement. Mais les échecs sont choses bénéfiques pour le prolétariat, s'il est capable d'en tirer des leçons pour les luttes futures. Face à une crise capitaliste qui est en train de créer des "manufrance" en série, il est de moins en moins possible pour la classe ouvrière de lutter entreprise par entreprise, mais seulement en généralisant et en étendant le combat par dessus les divisions bourgeoises : catégories, régions, nations, chômeurs, actifs, immigrés, autochtones, et en prenant directement l'organisation et le contrôle des luttes en mains, contre tous ceux, syndicats et autres, qui s'opposent à ces nécessités impérieuses pour le prolétariat.

B.S

DE STOLERU AU PCF LE RACISME COLLE A LA PEAU DE TOUTE LA BOURGEOISIE

● "Un immigré de moins, c'est un chômeur de moins en France", lançait récemment le ministre Stoleru à l'appui de toutes les mesures gouvernementales prises ces dernières années contre les travailleurs immigrés.

Le dernier fleuron de cette attaque est l'expulsion par la police des résidents des foyers de Montreuil et de St. Denis qui constituaient l'ultime poche de résistance de la longue lutte menée dans les foyers de la Sonacotra, tandis que l'accord franco-algérien prévoit le renvoi annuel de 35.000 travailleurs algériens.

Mais où l'offensive générale contre la fraction immigrée de la classe ouvrière trouve-t-elle ses propagandistes les plus zélés ? Dans l'aile gauche de la bourgeoisie.

Les immigrés, boucs émissaires du chômage.

Après le PS à Villeurbanne et dans la région lyonnaise, c'est le PCF qui dans la couronne ouvrière de la région parisienne (Hauts de Seine, Seine St Denis, Val de Marne notamment) s'illustre par une ignoble campagne raciste dont "l'affaire d'Ivry" et le battage dans les municipalités qu'il gère pour le refoulement des familles d'immigrés "vers d'autres communes administrées par la droite", ne sont que les points d'orgue.

Approuvé quelques jours après par un communiqué du bureau politique, le secrétaire de la fédération Val de Marne du PC déclarait par exemple : "en dépit des décisions gouvernementales concernant l'arrêt de l'immigration, celle-ci a augmenté de 28 % dans notre département... Il faut que le conseil général prenne position pour l'arrêt de toute immigration dans le département et en France d'ailleurs, compte tenu de la crise et du chômage".

Ces prises de positions sont loin d'être nouvelles : depuis 73, le PC -comme le PS- réclamait, quoiqu'un ton plus bas, un strict contrôle de l'immigration. Depuis que les mesures anti-immigrés se succèdent, son langage n'a pas varié : on le trouve en septembre 78 porteur d'une proposition de loi dont le préambule déclarait : "Malgré l'arrêt de l'immigration proclamé en juin 74, le nombre des immigrés ne fait que croître. Des dérogations individuelles et collectives sont accordées au patronat. La politique actuelle du gouvernement doit être stoppée. L'introduction de nouveaux travailleurs immigrés, alors que le chômage se développe, est contraire aux intérêts des travailleurs français et immigrés."

Le mensonge est ici double. La pseudo argumentation mise en avant est rigoureusement identique aux justifications gouvernementales des mesures : le renvoi des travailleurs "étrangers" "libé-

re" du travail pour les ouvriers français et le surcroît d'immigrés serait cause du développement du chômage. La réalité est toute autre.

De fait, c'est tous les Etats qui sont contraints par la crise de prendre des mesures d'austérité impliquant des milliers de fermetures d'entreprises et des centaines de milliers d'ouvriers jetés à la rue par les licenciements, et des mesures comme le renvoi de travailleurs immigrés ne sont d'aucun effet sur le processus d'aggravation irréversible du chômage qui est un phénomène non national mais mondial.

Quant à prétendre à un intérêt des immigrés eux-mêmes dans le renvoi vers leur pays d'origine où ils se trouvent confrontés à des conditions de misère et de chômage bien pires, c'est proprement se payer leur tête.

Un prétexte au renforcement de l'appareil policier.

Mais en reprochant au gouvernement de ne pas respecter sa propre législation anti-immigrés, en l'accusant de

ne pas aller assez loin, le PC fait mieux : il n'hésite pas "au-delà d'un seuil tolérable" de concentration de population immigrée, à demander aux préfetures d'intervenir par des mesures interdisant l'accès des HLM aux immigrés afin de ne pas faire de ces cités "des dépotoirs"(1). Le PC évoque "les problèmes que soulève cette importante implantation de travailleurs immigrés dans une ville : une telle situation crée un malaise parmi les populations qui se sentent étrangères dans leurs quartiers".

Ainsi, les problèmes, les malaises nés de l'entassement de la population ouvrière ne seraient plus dûs à la misère des conditions de vie engendrées par le fonctionnement du capitalisme, mais ce serait la faute... des immigrés. L'extrême-droite ne pourrait dire mieux. Avec l'assimilation des immigrés à un corps parasitaire, à un milieu favorable à la prolifération de la délinquance, le PC peut avancer ses "solutions" : "assurer une meilleure protection des citoyens" par le renforcement du flicage des quartiers.

La démagogie électorale du plus bas étage du PC, se nourrit d'une pro-

pagande raciste qui désigne des boucs émissaires à la crise.

C'est l'ensemble de la bourgeoisie qui tente de susciter un climat de haine raciale pour tenter de dévoyer le mécontentement social.

L'hypocrisie des déclarations anti-racistes dont la gauche s'est fait le porte parole après l'attentat de la rue Copernic, les agressions racistes en Seine St. Denis, les pseudo bavures de la police à Marseille tuant un jeune arabe, les rafles policières dans les quartiers immigrés de Lyon, par contre, peuvent de moins en moins faire de dupes.

Dans toute période de crise, la bourgeoisie se livre à de semblables manœuvres.

Le sens de telles mesures et du battage commun à toutes les fractions de la bourgeoisie n'est pas d'ordre strictement économique mais il s'agit d'agiter des thèmes nationalistes qui puissent dévoyer le mécontentement social sur un terrain raciste et xénophobe et cimenter les tentatives de mobilisation nationale.

SUITE PAGE 6

Houillères: LE SALE BOULOT DES SYNDICATS

● Les faits parlent d'eux-mêmes : la lutte sur un terrain de classe est la seule réponse possible aux discriminations raciales et aux mesures anti-immigrés adoptées par la bourgeoisie. Un millier de mineurs marocains du bassin houiller de Lorraine arrachent au bout de 22 jours de lutte le statut de mineur (sous condition d'avoir bénéficié de deux contrats consécutifs antérieurs.)

Jusqu'à là, ils étaient embauchés par contrats de 18 mois et licenciés au jour au lendemain en cas de maladie, sans retraite ni assurance sociale d'aucune sorte. Cette lutte a démarré et est restée organisée hors du cadre syndical ; un mineur déclarait au journal "Libération" : "On n'a rien demandé aux syndicats. Ils nous donnent un coup de main, c'est tout. C'est notre grève. C'est une question de dignité." Le mouvement est parvenu à s'étendre aux 1500 mineurs marocains du bassin Nord-Pas de Calais, soumis aux mêmes conditions d'exploitation, mais elle est restée complètement isolée de l'ensemble des mineurs grâce à un cordon sanitaire et à un contrôle syndical étendu sur l'ensemble des puits de mine, aussi efficaces que lors des grèves des nettoyeurs du métro, isolées de l'ensemble des travailleurs de la RATP.

Dans le même temps, la CGT organisait une marche des mineurs à Paris, le 24 octobre, baptisée "marche de la France profonde", autour du thème "produisons français", "contre l'invasion du charbon allemand et contre le gaspillage des richesses nationales" en rameutant

les retraités stalinien de la profession et l'ensemble des municipalités PC. Le secrétaire CGT déclarait par ailleurs : "Une partie des mineurs concernés sont en grève et nous attendons qu'ils reprennent le travail." ("Le Monde" du 26-27 octobre).

Une semaine après cette reprise, l'intersyndicale du bassin de Lorraine déclenchait une grève illimitée pour l'amélioration des contrats salariaux et des classifications : en fait pour répondre à toute une pression qui se manifestait depuis des semaines et s'était traduite non seulement par la grève des mineurs marocains, mais aussi par des grèves dans plusieurs puits comme à Alès. La grève a pu atteindre, aux moments les plus forts, jusqu'à 85% des effectifs en Lorraine, mais n'a pas réussi à s'étendre au bassin du Nord-Pas de Calais.

15 jours plus tard, le travail a repris aux houillères de Lorraine, et le constat est des plus patents : non seulement deux semaines de salaire ont été perdues sur des paies ne dépassant souvent pas 3500 francs, mais encore la direction menace de procéder à de lourdes sanctions.

Déjà un travailleur turc a été licencié, et deux autres se retrouvent mutés pour avoir été pris dans les piquets de grève, gourdin et manche de pioche à la main, sans que cela provoque une nouvelle mobilisation.

Dans "Le Monde" du 22 novembre, les responsables CFDT attribuaient les causes de cet échec à :

- l'intransigeance patronale qui, avec son refus de négocier avait lan-

cé contre les piquets de grève des commandos anti-grève;

- au manque de coordination entre les régions et les confédérations syndicales, insistant sur le freinage de la lutte par "certains" syndicats.

- enfin, aux femmes de mineurs, "effrayées" par les pertes de salaires à l'approche des fêtes.

Les raisons fondamentales ne sont pas là. S'il y a eu échec, c'est que les syndicats ont tout fait pour cela : - en isolant la lutte des travailleurs marocains de celle de l'ensemble des mineurs. Comme chaque fois, les syndicats ayant mis en avant les revendications spécifiques de chaque catégorie, chaque région, pour mieux diviser les mineurs.

- en dévoyant la lutte sur le terrain du chauvinisme, nationalisme, dans un secteur où 65% des effectifs sont des travailleurs immigrés. L'objectif syndical est ici de tenter de démoraliser la combativité ouvrière et de l'écoeur.

La leçon est claire. La seule façon d'affirmer un rapport de forces réel et de rompre l'isolement des luttes, c'est de ne pas en laisser la conduite et le besoin primordial de son extension aux mains des syndicats. L'union des ouvriers n'est pas celle des syndicats au sein des intersyndicales, dont la tâche est antagonique à celle des ouvriers : amener les luttes dans les impasses. L'unité des ouvriers ne peut se réaliser que contre ces structures.

Y.D.

AUSTERITE, REPRESSION : DES PROMESSES QUE LE GOUVERNEMENT TIENDRA

● Décidément, cette année 80, commencée sous le signe de la morosité et des désillusions, finira sous celui des coups de semonce et des menaces.

Face à la situation économique et sociale, par la force des choses, l'Etat se retranscrit derrière une attitude de plus en plus policière et militaire.

Il n'est pas un événement (meurtres répétés de la police ces derniers temps), pas une déclaration qui ne nous rappelle l'omniprésence de l'Etat et de ses corps de répression.

Mais cette omniprésence ne suffit même plus à nos exploitateurs ; il leur en faut toujours plus surtout "contre ceux qui profiteraient de la crise pour attiser la haine sociale" et qui en l'occurrence "rencontreraient la plus grande fermeté" (déclaration de Giscard à l'occasion du 11 novembre.) C'est ainsi que la bourgeoisie parle de créer des corps spéciaux, en dehors de l'armée, pour réprimer tout mouve-

ment social. Encore une douce promesse dont nous pouvons être sûrs qu'elle sera tenue par la bourgeoisie.

Face à cette réalité aveuglante : d'une part une crise économique s'approfondissant, d'autre part une PREPARATION CONSCIENTE de la bourgeoisie à des affrontements de classe-, les médias en général, les partis politiques (en particulier de gauche) occultent volontairement cette politique de renforcement de l'Etat, pour encore une fois dévier les attentions, moduler "l'opinion publique" sur le faux dilemme : "démocratie/totalitarisme". Il n'est pas question ici de s'étonner du rôle que jouent les médias et les différents partis politiques, il est question de dénoncer toute cette campagne (anti-fascisme, anti-terrorisme, débats sur l'abolition de la peine de mort, polémiques sur l'affaire du "Monde" etc.) qui vise à détourner la population des préoccupations réelles que sont aujourd'hui l'austérité, le

chômage, l'inflation, la menace d'une troisième guerre mondiale, le renforcement de l'arsenal répressif, pour l'amener dans l'impasse de la sauvegarde de la démocratie.

Comme nous le disons dans la Revue Internationale n°23, p.19 :

"Les lois que nous concoctent tous les gouvernements de l'Europe à l'heure actuelle, "anti-terrorisme" en Italie, "anti-autonomes", "anti-casseurs" en France, les pratiques judiciaires des "flagrants délits", les morts dans les affrontements comme en Corse, à Jussieu, à Miami, à Bristol, à Plogoff, les blindés dans les rues d'Amsterdam contre les "squatters", voilà la réponse des Etats "démocratiques" aux contradictions dans la société".

"L'Etat est de plus en plus aculé à ne proposer que sa police et sa "justice" de classe comme réponse à toute expression sociale."

Pendant qu'on veut nous amuser avec de faux débats, la bourgeoisie, elle, ne perd pas son temps. Elle fait voter et approuver le projet "sécurité et liberté", qui n'est rien d'autre que tout un arsenal détaillé contre les désordres sociaux.

Il faut qu'il soit évident aux ouvriers que cette démocratie, dont la gauche voudrait qu'ils prennent la défense, n'est rien d'autre qu'un masque, qu'aujourd'hui la bourgeoisie est obligée de faire tomber. Il faut qu'il soit évident aux ouvriers que derrière la démocratie il y a la terreur, la prison, la torture, les balles pour ceux qui veulent remettre en cause le pouvoir établi. Il faut qu'il soit évident aux ouvriers que, derrière la démocratie, il y a la DICTATURE DU CAPITAL.

A eux d'en tirer les leçons pour les combats futurs.

P.F

POLOGNE: MALGRE LES SYNDICATS LA CLASSE OUVRIERE NE LACHE PAS PRISE

● Si la classe ouvrière en Pologne n'a pas fait de nouvelles avancées et si aujourd'hui elle marque le pas, on ne peut pas dire qu'elle ait reculé. Aujourd'hui, comme hier, elle ne plie ni aux diktats de l'Etat ni ne cède au chantage "à la catastrophe" des nouveaux bureaucrates du syndicat dit "libre".

Malgré la pression de la bourgeoisie mondiale, malgré le barrage des "nouveaux" syndicats, par sa combativité et sa mobilisation générale la classe ouvrière en Pologne conserve les positions gagnées dans la lutte.

Depuis bientôt maintenant cinq mois l'Etat polonais assisté et financé par la bourgeoisie mondiale ne parvient plus à imposer l'ordre ; l'ordre de la pénurie, de la crise, de la misère et du sacrifice, "l'ordre national" de la police et de l'armée.

Dans la situation mondiale actuelle, un mouvement de l'ampleur de celui qu'a mené la classe ouvrière en Pologne ne recule pas comme ça.

Pour que la classe ouvrière recule il faudrait, soit que l'Etat l'écrase militairement, lui impose son point de vue par la force des fusils et des chars, soit qu'elle suive docilement l'orientation de "reconstruction nationale" des syndicats qui n'ont finalement fait que remplacer l'ancien syndicat officiel.

Chaque jour qui passe apporte avec les événements autant de nouvelles preuves de l'intégration de plus en plus effective des syndicats dans

l'Etat polonais. Négociations secrètes de Waleza et Kania, appels quotidiens à l'ordre et à la reconstruction nationale.

Mais si il est évident que les "nouveaux" syndicats ont réussi à constituer un BARRAGE à la lutte, il est tout aussi évident qu'ils n'ont par contre pas réussi à persuader les ouvriers de se sacrifier à nouveau pour la patrie, de laisser de côté revendications économiques et politiques, d'abandonner leur mobilisation générale. Pour illustrer cette situation et ne prendre qu'un exemple parmi les plus récents, on peut se référer aux événements que relate "Le Monde" du 22-11-80 :

"Mercredi à Szczecin, la commission nationale de Solidarité a réussi pour la première fois à travailler une journée durant dans un ordre parfait... Mais le soir, pendant un énorme meeting en plein air, les dirigeants du syndicat se sont trouvés face à un tel déluge de questions directes et violemment politiques, qu'ils ont du prendre l'engagement de lancer des grèves..."

Au dîner, ensuite, beaucoup se demandaient, consternés, comment ils pourraient freiner cette lame de fond."

La première victoire de la classe ouvrière en Pologne a été de faire reculer l'Etat et sans se presser d'aller le plus loin possible, sa seconde victoire consiste à ne pas lâcher prise.

Cela dit si la classe ouvrière conserve aujourd'hui encore ses positions acquises dans sa lutte face à l'Etat et que celui n'arrive pas à reprendre l'initiative, malgré l'aide précieuse de ses syndicats, l'avenir de la lutte ne dépend pas de la classe ouvrière en Pologne mais de la classe ouvrière mondiale.

Nationalisme ou internationalisme

Ce que craint fondamentalement la bourgeoisie, c'est une extension internationale de la lutte de classe, elle craint par dessus tout que l'exemple des ouvriers polonais refusant fermement les conséquences de la crise économique, ne pouvant et ne voulant plus vivre comme auparavant ne fasse tâche d'huile.

C'EST POUR CELA QUE LA CAPACITE DE LA BOURGEOISIE A COMBATTRE LA LUTTE DES OUVRIERS POLONAIS PASSE AVANT TOUT PAR SA CAPACITE A LA MAINTENIR DANS LE CADRE DES FRONTIERES POLONAISES.

Ce qui retient le bras armé de la bourgeoisie, ce qui l'empêche d'écraser dans le sang la révolte des ouvriers polonais, c'est bien sûr la puissance du mouvement ouvrier en Pologne mais c'est surtout la lutte de classe internationale, la peur qu'une telle répression ne provoque des mouvements ouvriers de solidarité dans les pays de l'Est comme dans les pays

occidentaux.. Ce n'est sûrement pas la volonté de régler "démocratiquement" les conflits sociaux comme l'affirme le pseudo parti communiste français. Comme les gigantesques crédits alloués à l'Etat polonais par tous les pays occidentaux, ne sont pas le fruit de leur sympathie pour les Etats du bloc russe, encore moins pour la classe ouvrière.

Cette situation est la preuve formelle que le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie est un rapport de forces international. Si ce rapport de forces international a permis à la classe ouvrière polonaise d'aller jusqu'où elle est allée, sans se faire stopper par les chars, ils faut aussi noter que la classe ouvrière en Pologne ne peut aller beaucoup plus loin dans sa lutte sans se confronter aux limites du cadre national. Aujourd'hui, ce n'est pas un hasard si la défense de la "patrie" et de "l'économie nationale" est le principal thème et recours des syndicats "libres" et qu'en même temps ils constituent le barrage le plus efficace à la lutte de classe.

Aujourd'hui, dans sa pratique, le prolétariat polonais pose la question de l'internationalisation de la lutte de classes, mais ce n'est pas lui qui peut y répondre : seule la classe ouvrière mondiale au travers du développement de sa lutte, au delà et contre les frontières nationales résoudra la question.

M.Prénat

Pologne

DE 70 A 80, UN RENFORCEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE.

LES LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE 70 SONT ENCORE VIVANTES. AUJOURD'HUI, LES OUVRIERS EN POLOGNE ONT SU TIRER, DANS LEURS LUTTES, LES LECONS DE LA LUTTE QUI LES AVAIT OPOSE A L'ETAT DANS L'HIVER 70-71.

DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL BEAUCOUP PLUS FAVORABLE, LES OUVRIERS NOUS MONTRENT COMMENT LA CLASSE AVANCE DANS SA PREPARATION AUX AFFRONTEMENTS DECISIFS DE DEMAIN.

● Dans la grève de 1980, une chose est certaine : la position de force des ouvriers, la masse, la cohésion, la détermination de leur mouvement, MALGRE l'Eglise, MALGRE les "syndicats libres", MALGRE le KOR.

A première vue, certaines faiblesses sont apparues plus clairement qu'en 70 : les illusions sur la "démocratie" et le nationalisme en particulier.

En 70, les ouvriers en Pologne ont ATTAQUE les centres de l'Etat, en réponse à la répression, force contre force. En s'attaquant aux syndicats, la police, au parti, ils mettaient au clair la nature de l'affrontement entre la classe ouvrière et l'Etat : deux intérêts antagoniques qui ne peuvent plus se faire de concessions. En 80, les syndicats libres paraissent avoir occulté un temps le vrai problème en le posant en termes de conciliation dans le cadre de la patrie commune.

Il y a 10 ans, les ouvriers ne chantaient pas l'hymne national, et quand le drapeau polonais apparaissait dans une manifestation, c'était trempé dans le sang des ouvriers tués lors des affrontements. Cet été, certains chantaient l'hymne national, et les drapeaux polonais flottaient sur des autobus en grève.

Mais les apparences ne suffisent pas. Profondément, les illusions ne pèsent pas plus sur le mouvement qu'elles ne pesaient en 70, et les mouvements actuels marquent une plus grande force, une plus grande maturité que ceux de l'hiver 70-71, y compris sur la question de l'affrontement avec l'Etat. Les événements actuels sont UNE CONTINUATION de 70, un pas en avant dû à l'expérience.

Les illusions sur l'Etat n'ont fait que diminuer.

Les ouvriers aujourd'hui n'ont pas encore incendié de local du parti,

pas perdu de bureaucrates. Pourtant, ils n'ont pas plus d'illusions sur ceux qui les gouvernent. Ils savent qu'il faudra les affronter.

Les ouvriers en Pologne n'ont guère d'illusions sur le "coude à coude" avec la classe dirigeante. Nous sommes loin de la liesse avec laquelle avait été accueilli Gomulka en arrivant au pouvoir en 56, arrivée ressentie comme la victoire d'une tendance "ouvrière" dans l'Etat.

En 70, la rupture était déjà nette : la répression, ils ne l'attendaient pas non plus de Gomulka, et ils l'ont eue... Bien que les concessions de Gierk soient soi-disant "sans précédent" (discuter avec des comités de grève, promettre qu'aucune répression ne sera exercée), c'est avec méfiance que les ouvriers ont accueilli ses promesses et ses tirades quand il déclarait à Szczecin : "Nous sommes de la même pâte et nous avons le même but." D'autant que, lorsqu'il s'est rendu aux chantiers de Szczecin pour "négocier", l'armée encerclait les chantiers, des renforts étaient mobilisés dans tout le pays, l'eau et les vivres étaient coupées. L'épreuve de force était claire.

Aujourd'hui, cette rupture n'a fait que se renforcer. Gierk, le "mineur de Silésie" avait promis l'augmentation du niveau de vie... les ouvriers ont eu le travail du dimanche, les cadences renforcées, pour arriver à la situation d'aujourd'hui : plus de viande, plus de lait, plus de beurre, plus de chauffage; Gierk avait promis de ne pas réprimer, et les ouvriers grévistes ont été pourchassés un par un, traqués comme des lapins. La classe ouvrière ne croit plus aux promesses de la bourgeoisie. Kania a remplacé Gierk dans l'indifférence la plus totale.

La maturation de la force de la classe ouvrière contre l'Etat.

Les ouvriers ne provoquent pas un affrontement sans se sentir assez forts pour le faire. En 1970, ils ne l'ont pas PROVOQUE. Ce fut une réponse à la répression, la seule : force contre force. Pourtant, le mouvement n'était pas prêt au départ à une telle épreuve de force. A Szczecin sûrs du caractère pacifique de leur manifestation, les manifestants avaient placé en tête femmes et enfants. La police était là, elle a tiré. A Slupsk, c'est sur une manifestation pacifique aux cris de "nous voulons du pain", que la police a tiré. La rapidité de réaction de la classe n'en a été que plus impressionnante.

Aujourd'hui, aucune délégation n'a été arrêtée, aucun coup de feu n'a été tiré, comme ce fut le cas en 70. Les ouvriers, au mois d'août, y étaient prêts : par mesure de précaution, les délégations ne sortaient pas de l'usine, et des milices avaient été organisées. Mais sans répression la classe ouvrière a choisi de se RENFORCER, de préparer sa cohésion : géant auquel les syndicats libres tâchent d'attacher des menottes trop petites.

Aujourd'hui, les ouvriers ont tiré les leçons de 70 : on n'affronte pas l'Etat en ordre dispersé. En 70, pendant la répression, il n'y avait aucun lien entre les villes, tout juste entre les usines. Ce n'est qu'à la fin de la grève que ces liaisons ont commencé à apparaître. A Szczecin, en 70, le rétablissement des liaisons entre les villes venait en 18ème condition de "revendications non reconnues par le gouvernement". En août, ce fut le PREALABLE imposé par les ouvriers : d'abord, l'extérieur, la circulation des informations, permettre une organisation la plus large de la force ouvrière.

En 70, des pas énormes, y compris dans l'organisation de la lutte, ont été faits. Il est manifeste que la rapidité d'organisation de la classe cette fois-ci puise ses racines dans l'expérience antérieure. En 70, par

exemple, il est clair que ce sont les comités de grève qui ont organisé les manifestations : en réponse à l'arrestation de leur délégation, les ouvriers partent en manifestation devant le parti, manifestation grossière par la population. La police est là, et lors des affrontements, les manifestants reculent... pour se diviser immédiatement en 3 chercher la solidarité : vers les chantiers encore au travail, vers les universités, vers la radio : le rendez-vous est le soir même une attaque du local du parti qui se terminera par un incendie. A Krakov, Varsovie, Wrocław, et dans bien d'autres villes, les ouvriers agissent comme une force autonome et décidée. L'importance du noyau fort de l'usine est encore plus manifeste quand on voit l'exemple de Gdynia, où la bourgeoisie a pu faire une répression sans précédents : alors que dans les autres villes, l'armée, même après avoir reconquis la rue, ne put pas rentrer dans les usines, à Gdynia, elle a commencé par investir les usines AVANT que les événements ne prennent un tour violent. Après, elle a PROVOQUE un affrontement en tirant sur des ouvriers isolés se rendant à l'usine le matin. La bataille qui s'en suivit fut la plus meurtrière de toute la Pologne : aveuglées de colère, des masses inorganisées et sans cohérence se battaient dispersées, dans les rues, les gares. Ce fut plus un massacre qu'un affrontement. En 80, les ouvriers ne l'ont pas oublié : la fermeture des usines correspondait aussi à l'affirmation de la classe ouvrière en tant que telle.

Par la suite, en 70, l'organisation des ouvriers se développa. A Szczecin, en janvier 71, la force ouvrière était telle que "la ville s'est transformée en une véritable république ouvrière, où tous les pouvoirs étaient exercés par le comité de grève... la grève ne prit fin que lorsque le comité de grève reçut l'assurance de l'immunité complète pour tous." A ce stade-là, des liaisons existent un peu partout : entre la Baltique, Poznan, Ursus, Varsovie...

Cette conscience de la nécessité de se renforcer face au pouvoir en éten-
SUITE PAGE 5

élections aux Etats-Unis

LES DEMOCRATES DANS L'OPPOSITION POUR MIEUX BRIDER LA LUTTE DE CLASSE

Le grand spectacle des élections américaines est terminé. L'ensemble du bloc occidental a été convié à assister à ces agapes de la bourgeoisie américaine? Le cow-boy Reagan a chassé le prêcheur Carter. Les mythes succèdent aux mythes. Pourtant, à l'heure où la crise agit comme un révélateur puissant, les mythes ne suffisent plus à faire passer la pillule amère de l'austérité, de l'inflation, du chômage, du choix imposé entre le beurre et les canons. Le capital américain est en crise, la première puissance mondiale montre que comme tous les autres pays du monde elle est malade, malade de la crise de surproduction mondiale, et comme partout les recettes proposées sont les mêmes : austérité pour les travailleurs et développement de l'économie de guerre. Comme partout sur la planète, le prolétariat américain est confronté aux mêmes problèmes, à la même attaque contre son niveau de vie, à la même propagande intensive pour la guerre, que ses frères de classe du monde entier. Les mythes des USA "différents", d'un prolétariat américain intégré, sont en train de voler en éclats. L'Amérique rentre dans le rang et montre par là même l'unité de la crise mondiale et aussi l'unité du prolétariat mondial.

L'usure du mythe électoral

● Les élections sont une pure farce et ce ne sont pas les élections américaines qui viendront démontrer le contraire. Le pays qui se pose comme le défenseur de la démocratie dans le monde nous a donné le spectacle d'une sinistre pantalonade où la médiocrité des candidats n'a d'égale que l'ampleur du spectacle offert par les médias du monde entier. Les élections américaines sont apparues pour ce qu'elles sont, un pur spectacle. Dans ces conditions, comment s'étonner que le nouveau président soit un ancien acteur : il faut du métier pour défendre successivement les opinions les plus opposées suivant la clientèle électorale à qui l'on s'adresse. Il faut avoir du métier pour avoir successivement été un démocrate libéral au début de sa carrière, un ultra de droite par la suite, un gouverneur de Californie démagogue et finalement pour devenir un président de centre-droit! Quelle carrière! Quel opportunisme! Les hommes politiques sont aujourd'hui vendus dans les élections, promotionnés comme n'importe quelle savonnette. Les techniques de la publicité deviennent reines en politique.

Malgré le martelage intensif des médias qui voulait faire croire que l'avenir de la planète dépendait du résultat électoral, le faible niveau de participation aux élections du président américain montre à l'évidence l'usure de la mystification électorale aux Etats Unis comme ailleurs. La chute régulière du taux de participation électorale depuis 20 ans est là pour le prouver : en 1964 : 61,9% ; en 1968 : 60,9% ; en 72 : 55,5%, en 76 :

54,3%, en 1980 51%. Pour comprendre cette situation il faut savoir que les secteurs qui votent de moins en moins, ce sont les secteurs "défavorisés" : ouvriers, minorités raciales, jeunes, etc... Pourquoi? Une telle mascarade électorale ne peut qu'inspirer un dégoût profond aux travailleurs, aux chômeurs, alors même qu'aussi bien Carter que Reagan ne peuvent leur proposer qu'un surcroît d'austérité. La guerre du Vietnam, le scandale du Watergate, la crise aujourd'hui se sont chargés de déblayer une bonne part des illusions qui pesaient sur le prolétariat des USA quant à ceux qui les gouvernent.

Les démocrates dans l'opposition

La presse a parlé d'un raz de marée républicain pour qualifier la "victoire" de Reagan. Quelle plaisanterie!



Naguère Carter avait été élu par 27% des gens en âge de voter; Reagan quant à lui a dû se contenter de 26%. Mais de toutes façons, le jeu était déjà joué avant les élections. La bourgeoisie américaine avait déjà appris la leçon de ses aînées européennes. Le parti démocrate avait de plus en plus de mal à assumer à la fois le pouvoir central qui décide des mesures d'austérité, et l'encadrement de la classe ouvrière qui subit toujours plus mal cette austérité. Pas plus aux USA qu'en Europe, face à une classe ouvrière qui n'est pas vaincue, pas intégrée, qui tend à refuser les sacrifices qu'on lui demande, la perspective présente n'est à la gauche au pouvoir. Si on ne peut identifier simplement la gauche telle qu'on la connaît en Europe au parti démocrate américain, ce parti est malgré tout celui qui tient l'appareil syndical, qui se réclame d'une politique sociale (New Deal dans les années 30), et prétend défendre les pauvres face aux républicains présentés comme les représentants des grands trusts. En étant au pouvoir, en imposant l'austérité, Carter a révélé à tous que toutes ses proclamations en faveur des pauvres, des "minorités", n'étaient que du vent. Un vide s'est créé au sein de l'appareil d'encadrement de la bourgeoisie américaine sur le prolétariat, ce qui s'est traduit par une série de grèves : métro de New-York, camionneurs, acteurs des usines à film d'Hollywood, alors que la co-

lère gronde dans les grands centres industriels frappés par le chômage. S'ils veulent tenter de maintenir leur contrôle sur la classe ouvrière, les démocrates doivent prendre leurs distances vis à vis du pouvoir central, et se radicaliser dans l'opposition afin de contenir les luttes ouvrières, de dévoyer le mécontentement prolétarien, comme l'ont fait les travaillistes en Grande-Bretagne ou les PC et PS en France. La meilleure manière de défendre les intérêts de la bourgeoisie est aujourd'hui de contenir les luttes ouvrières montantes : c'est à cela que vont s'atteler maintenant les démocrates dans l'opposition en développant un langage plus radical qu'ils ne pouvaient le faire en étant au pouvoir.

Sur cette nécessité, l'essentiel des forces de la bourgeoisie américaine était d'accord : les candidatures Anderson, Kennedy n'eurent pas d'autre but que d'affaiblir Carter, et lui barrer le chemin d'un renouvellement de son mandat. De même toute la campagne des médias américaines qui n'ont cessé de présenter Carter comme un homme honnête, mais incapable, en forgeant cette image a contribué à parfaire sa défaite prévue et voulue aussi bien chez les démocrates que chez les républicains. Les élections n'ont fait qu'officialiser cette réalité d'un choix fixé avant parce qu'il correspond aux besoins de la bourgeoisie américaine dans son ensemble.

La bourgeoisie prépare la guerre

Au cours même de la campagne électorale, les démocrates ont commencé à radicaliser leur langage, d'abord avec Kennedy, qui se présente comme le futur leader d'une "gauche" démocrate, avec un langage radical sur le chômage et l'inflation, mais aussi avec Carter qui dans les derniers temps de la campagne électorale, s'est attaché à montrer Reagan comme l'homme de la guerre. Reagan au pouvoir est le repoussoir idéal pour les démocrates dans l'opposition, avec ses déclarations dures contre les aides aux chômeurs et aux défavorisés, avec son discours ouvertement militariste. Ses objectifs sont clairs : diminuer le niveau de vie de la classe ouvrière par l'austérité, développer le potentiel militaire des USA. Ce sont les mêmes que ceux de Carter, mais les conditions premières de la réalisation de ces mesures, c'est d'abord qu'il y ait une force dans l'opposition capable de faire accepter au prolétariat les sacrifices nécessaires. Cela, seuls les démocrates peuvent le faire. La radicalisation des démocrates dans l'opposition est la condition première pour assurer le succès de Reagan au pouvoir. Les deux sont indissociables.

Présenter Reagan comme un militariste, comme le fait Carter, est juste, mais ce que l'ancien président oublie de dire, c'est que lui-même et l'ensemble de la bourgeoisie aussi préparent la guerre. Les démocrates se posent toujours comme les partisans de la paix face aux républicains paraît-il bellicistes et représentants des trusts militaro-industriels. Pourtant, durant la première et la deuxième guerre mondiale, comme durant les guerres de Corée ou du Viet-Nam, ce sont des présidents démocrates : Wilson, Roosevelt, Truman, Kennedy, Johnson, qui sont au pouvoir. Les démocrates sont les plus capables d'embrigadement du prolétariat dans la guerre et de lui faire accepter les sacrifices nécessaires, comme la gauche en Europe.

Le fait que les démocrates s'installent dans l'opposition est la réponse de la bourgeoisie au regain de combativité de la classe ouvrière. Reagan au pouvoir n'est pas l'expression de la faiblesse du prolétariat. Si les démocrates se mettent dans l'opposition, c'est précisément parce que le prolétariat n'est pas embriqué dans la guerre impérialiste.

SUITE PAGE 6

POLOGNE DE 70 A 80... SUITE DE LA PAGE 4

dant la lutte, les ouvriers aujourd'hui ne l'ont pas oublié : d'emblée, ils se sont affirmés en dehors des secteurs d'industrie, et se sont organisés en 4 organisations régionales ayant pour base les délégués d'assemblées générales.

L'étendue de la force qu'ils peuvent avoir sur la société, ils ne l'ont pas oublié non plus : c'est au siège du comité de grève central, devant le chantier Lénine, que la population s'est massée, c'était là le cœur de l'action. La façon dont les ouvriers ont su organiser transports, hôpitaux, ravitaillement, n'expriment pas une tentative d'autogestion, mais la conscience de la nécessité de maintenir certaines fonctions vitales aux ouvriers et à la grève même : le début d'une concrétisation de la possibilité qu'a la classe ouvrière de prendre la direction de la société.

En 70, les ouvriers avaient conscience qu'il leur restait des pas à faire : "Nous reprenons le travail. C'est au moins ce que nous savons faire de mieux, car nous ne savons pas encore faire grève." (président du comité de grève de Szczecin). En 80, les ouvriers ont su organiser une grève de masse à l'échelle du pays. Ils ont mis en action la conscience tirée de 70 qu'une organisation plus étendue de la classe ouvrière était nécessaire pour lutter contre l'Etat.

En 80, la classe ouvrière ne s'est pas jetée les mains nues contre les chars. Mais elle a étendu sa puissance jusqu'à faire trembler tous les remparts de la société bourgeoise. C'est de cette force là que la classe ou-

vière a besoin contre l'Etat, contre l'armée. L'affrontement ne suffit pas. Il faut encore le gagner.

La dynamique de dépassement du nationalisme

Dans les pays de l'Est, plus encore qu'à l'ouest, c'est une entrave énorme. Le sentiment viscéral anti-russe, vu le degré d'exploitation qu'impose sa mainmise sur la Pologne amène le prolétariat à penser en termes de "nation" à affirmer contre l'URSS... ce qui empêche de voir l'URSS en termes de classe ouvrière russe.

En 70, cet aspect était occulté par la violence de l'affrontement entre Etat national et classe ouvrière. Une bourgeoisie qui massacre les ouvriers peut difficilement faire appel au "patriotisme", avec ses allures "démocratiques" et "syndicalistes". Bien que l'opposition syndicaliste ait quand même fait un bon travail de barrage, en 80, travail rendu plus facile par l'absence de répression, cette conscience de la rupture entre l'Etat national et les ouvriers n'a pas disparu. L'expérience est là, et les ouvriers n'ont aucune raison concrète d'avoir confiance dans le langage des "efforts pour le bien national", même dans une nation "renovée".

Mais pour que l'illusion d'une possibilité de changement dans le cadre national disparaisse, cela ne dépend pas que de la Pologne. Un mouvement de

grève en Russie ferait plus avancer la question que 10 affrontements en Pologne.

Et, du point de vue international, les conditions ont évolué depuis 70. Ce qui avait pu être ignoré de la Pologne en 70, en Europe de l'ouest notamment (où la grande affaire d'alors était "Puig Antich", tentative antifasciste vite oubliée), n'est plus possible à cacher en 80. Les ouvriers polonais aujourd'hui savent que le monde les regarde. Et les grèves en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Allemagne, plus directement encore que celles qui se sont développées de par le monde, sont autant de feux de reconnaissance de la classe ouvrière internationale.

Du point de vue international, les conditions vont dans le sens d'un dépassement du nationalisme. En Pologne même, il reste aux ouvriers à apprendre que, de la même façon qu'une grève ne peut prendre sa force que dans la généralisation à d'autres secteurs, une grève de masse doit chercher sa prochaine force dans la lutte de classe internationale. L'issue de la lutte, répression ou renforcement, dépend d'elle. Malgré un regain d'illusions dû au matraquage de "l'opposition" sur les réformes nationales, la classe ouvrière en Pologne a créé aujourd'hui un ébranlement de l'Etat pire que 70. Et ébranler l'Etat dans ses fondements, même en chantant l'hymne polonais, porte une dynamique qui dépasse même ceux qui la font.

D.N.

PRO OU ANTI "SOVIÉTISME": L'IDÉOLOGIE DE LA GUERRE.

● On n'en finit pas de découvrir que le régime existant en URSS est absolument odieux. Ainsi l'ex-membre du PCF, historien de profession et spécialiste de l'histoire de l'URSS, Jean Elleinstein, fait-il aujourd'hui les découvertes suivantes :

"...L'Union soviétique n'est pas un Etat socialiste... elle n'a pas vraiment une économie et une société socialistes, mais... au contraire, elle est une société de classes, où une classe - la Nomenklatura - relativement peu nombreuse exploite la majeure partie de la population et la domine grâce à un Etat totalitaire."

" (La Nomenklatura) est nationaliste et elle parle d'internationalisme. Elle est raciste et parle d'anti-racisme. Elle est privilégiée et elle parle de lutter contre les privilèges. Elle est expansionniste et hégémonique et elle parle de lutter contre l'impérialisme. " "Jamais sans doute dans l'histoire, et je le dis en pesant mes mots, un régime n'a fait preuve de tant d'hypocrisie et de sournoiserie. " (Préface à "La Nomenklatura" de Michael Voslensky).

Elleinstein n'est pas le seul des ex-staliniens à partir en croisade contre les horreurs du régime existant en URSS. En ce moment, c'est même très à la mode. Jean Kehayan (exclu en même temps que lui du PCF) en est à son deuxième livre : après la "Rue du prolétaire rouge", c'est "Le tabouret de Piotr" qui dénonce les turpitudes du "socialisme réel" et la duplicité de ses avocats occidentaux du PCF.

Mais le monde de l'édition ne s'ouvre pas seulement aux staliniens repentis. On fait grand cas ces derniers temps des livres d'une universitaire, Mme carrère d'Encasse, "L'Empire Eclaté" et "Le pouvoir confisqué" dédiés à l'étude de l'impérialisme russe et des mécanismes du pouvoir totalitaire du parti en URSS.

La campagne idéologique occidentale

Si la sortie de ces différents livres fait du bruit, cela tient en grande partie au battage que presse, radio et télévision ont organisé autour.

Mais on ne se contente pas de parler des livres publiés, on ne manque pas une occasion de mettre le doigt sur les tares du système soi-disant soliste ainsi que sur les dangers que représentent pour la "liberté du monde" les appétits expansionnistes de l'URSS.

Il est très probable que beaucoup des auteurs des livres signalés sont d'une totale bonne foi. Mais quelle que soit l'honnêteté de leurs préoccupations, celles-ci sont remarquablement récupérées par la campagne idéologique du bloc occidental.

Ce phénomène n'est pas nouveau. Citons, parmi beaucoup d'autres, l'action menée par "Amnesty International" dans sa dénonciation des actes de barbarie policière commis dans le monde. Les enquêteurs de cet organisme sont probablement sincères quand ils vont débusquer un peu partout, souvent en prenant des risques, ce type d'exactions. Mais cela n'empêche que les résultats de ces enquêtes servent parfaitement à donner du corps à la grande campagne occidentale, dont Carter s'est fait le chef d'orchestre dès son élection, de "défense des droits de l'homme". Les dénonciations d'Amnesty International mettent sur la sellette pratiquement tous les pays et notamment beaucoup de pays du bloc occidental comme ceux d'Amérique Latine. Mais l'opprobre jetée sur les crimes des "gorilles" Videla ou Pinochet est en réalité la caution "d'objectivité" qui permet de faire apparaître que "malgré tout", en ce qui concerne les grands pays, on viole beaucoup plus les "droits de l'homme" à l'Est qu'à l'Ouest.

Au milieu d'un monde de terreur, de massacres, de tortures, le bilan des "démocraties" occidentales apparaît quand même "globalement très positif". On peut alors céder la parole aux officines de propagande des Etats occidentaux pour leurs campagnes bellicistes appelant à la mobilisation pour la défense du "monde libre" et de la "Démocratie".

Le mécanisme d'utilisation des différents écrits sur l'URSS n'est pas différent. Plutôt que de promouvoir des textes écrits par des professionnels de "l'anticommunisme" comme la droite en regorge, on fait surtout du battage sur les ouvrages provenant soit de très sérieux professeurs d'université soit de "communistes" bon teint qui ont "compris" l'erreur dans laquelle ils se trouvaient (comme Voslensky ou Kehayan). On peut ainsi subrepticement faire monter dans la population la haine et l'inquiétude face au bloc de l'Est. Il ne reste plus aux gouvernements qu'à rachever le travail :

"Il faut accepter des sacrifices, tolérer de nouvelles augmentations des budgets militaires, se préparer à défendre par les armes s'il le faut les acquis de l'occident, si on ne veut pas subir la même chose que les populations du bloc de l'Est."

De plus en plus, avec l'aggravation des tensions impérialistes, le bloc occidental ressort des armoires où il les avait momentanément rangées au moment de la "coexistence pacifique" liée à la reconstruction, les accessoires idéologiques de la "guerre froide". Est-ce un hasard si on republie aujourd'hui "J'ai choisi la liberté", un livre écrit en 1946 par Victor Kravchenko, l'ancêtre des "dissidents" actuels ?

L'hypocrisie du "bilan globalement positif"

Que la campagne idéologique actuelle participe d'un effort de mobilisation belliciste contre l'URSS et son bloc, a été très bien compris par le PCF qui, par exemple, au lendemain des "Dossiers de l'écran" sur "La vie quotidienne en URSS", stigmatisait "une émission qui s'inspire de la guerre froide et qui respire la haine" (L'Humanité du 2 octobre 80). Mais si les campagnes idéologiques occidentales sont parfaitement hypocrites, les protestations du PCF ne le sont pas moins. Le fait que la classe dirigeante dispose en URSS de privilèges comparables à ceux de la bourgeoisie occidentale est purement et simplement nié par le PCF. Pourtant ses dirigeants ont eu maintes occasions de le constater directement chaque fois qu'ils ont rendu visite aux dirigeants du PCUS. Pour "l'Humanité" (2 octobre 80), ces privilèges se résument à des voitures de fonction et à un "salaire égal et même inférieur à celui de centaines de milliers d'ouvriers très qualifiés".

C'est vrai que si le PCF reconnaissait l'ampleur incroyable des privilèges matériels de la classe que les ouvriers de l'Est appellent la "bourgeoisie rouge", il ne pourrait pas aussi facilement dénoncer, comme il aime à le faire, pour appuyer son programme de capitalisme d'Etat, les dépenses fastueuses de la bourgeoisie française et qu'il ne pourrait écrire :

"Qu'il y ait des abus et des prévarications en URSS, qui en douterait ? Il suffit de lire la presse et les comptes rendus des comités de contrôle populaire dans l'ensemble des médias soviétiques... Mais personne n'aura dit un mot d'une "petite" différence entre les abus exceptionnels et la pratique constante des régimes capitalistes; ni de l'effort vers plus de justice d'un peuple qui a mis un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme." ("L'Humanité" du 2 octobre 1980)

Que la propagande officielle en Russie se permette de parler des "abus", qu'elle laisse même publier "Krkodil" spécialisé dans la satire contre ces "abus", quoi de plus normal ? Elle pratique en petit ce que les "démocraties" occidentales font en plus grand : en parlant des divers petits "scandales" qui prennent place dans une société d'exploitation et d'oppression, on détourne l'attention du "scandale" principal, celui de l'existence même de l'exploitation et de l'oppression.

A notre connaissance, la "Pravda", tellement concernée par les petits trafics de tel ou tel président de Khol-

kose, n'a pas encore parlé de la collection privée d'automobiles de luxe du camarade Brejnev ni de son écurie de courses. De même, elle n'a pas dit grand chose des explosions ouvrières qui régulièrement secouent telle ou telle région où pourtant "le peuple a mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme". Et quand elle ne peut pas cacher la vérité, c'est pour parler de l'action des "hooligans" (vovous) et des "éléments anti-socialistes" à la solde de l'impérialisme".

Lorsqu'il participait aux côtés du PS à l'opération de dévoiement du mécontentement ouvrier vers "l'alternative de gauche" et l'impasse du "Programme commun de Gouvernement", le PCF, pour rassurer les autres secteurs de la bourgeoisie, avait pris ses distances avec l'URSS. Mais depuis que le ressurgissement de la combativité ouvrière l'a contraint à abandonner la perspective gouvernementale pour adopter un langage plus radical, qu'il n'a plus besoin de se faire accepter par les autres forces politiques bourgeoises, mais au contraire d'apparaître comme la seule à défendre sans compromission les intérêts ouvriers, le PCF a pu exprimer de nouveau de façon claire ses options en politique internationale et atténuer par conséquent ses critiques à l'égard de l'URSS.

Si la plupart des forces politiques du capital français conçoivent la défense des intérêts de celui-ci dans le cadre du bloc US, le PCF conçoit cette défense du capital national au sein du bloc russe. Avec l'aggravation des tensions impérialistes ces différentes forces politiques ne pourront que s'aligner de plus en plus sur un bloc ou sur l'autre.

Ainsi, c'est de façon parallèle que vont de plus en plus rivaliser d'hypocrisie et d'hystérie les forces capitalistes qui dénoncent "la menace soviétique sur la liberté et la démocratie" et celles qui, au nom du "bilan globalement positif" des pays de l'Est dénoncent "l'anti-soviétisme primaire et viscéral, à la solde de l'impérialisme US".

le racisme ... SUITE DE LA PAGE 3

Il n'est pas étonnant que l'arsenal hyper nationaliste du PC : "Produisons français ; achetons français ; travaillons français ; vivons entre français" se taille une place de choix dans les tentatives bourgeoises pour diviser et mystifier les ouvriers.

Déjà en 1937, au congrès d'Arles, le secrétaire du PC, Maurice Thorez, dans sa campagne pour "le front français" reprenait la formule chère à "l'Action Française" : "La France aux français". A l'époque, c'était aussi des appels aux prolétaires des colonies à serrer les rangs autour de la mère patrie.

Cette propagande, dans la mesure où elle parvient à s'implanter constitue une des armes essentielles pour diviser et affaiblir la classe ouvrière et son succès alors a permis le déclenchement de la boucherie impérialiste.

elections aux u.s.a. SUITE DE LA PAGE 5

Mais si la gauche ou les démocrates dans l'opposition sont une manifestation des difficultés que la bourgeoisie rencontre pour faire accepter plus de sacrifices et l'embrigader dans la guerre, c'est d'abord une réponse de la bourgeoisie à cette situation.

Après s'être confrontés aux démocrates au pouvoir, ennemis faciles à identifier, les travailleurs américains vont avoir à faire à ces mêmes démocrates, travestis d'oripeaux ouvriers, radicalisant leur langage, se prétendant leurs alliés. Tout cela pour mieux briser les luttes ouvrières, de mieux permettre à Reagan qui ne fait pas mystère de faire passer des mesures d'austérité draconiennes afin de permettre un effort de guerre intensif. Avec les démocrates dans l'opposition, avec un encadrement mieux adapté au prolétariat, la bourgeoisie américaine va tenter d'accroître

Quel choix pour la classe ouvrière ?

Les diverses forces de la bourgeoisie s'évertuent à présenter de fausses alternatives aux ouvriers : "défense de la démocratie" contre "défense du socialisme réel". Toutes n'ont d'autre objectif que d'entraîner le prolétariat derrière l'un ou l'autre des blocs qui se préparent à s'affronter, de le transformer une nouvelle fois en chair à canon, comme en 1914 et en 1939. russe.

Comme dans les 1ère et 2ème guerres mondiales, les prolétaires n'ont pas à choisir un ou l'autre camp impérialiste. Il n'y a pas plus de socialisme à défendre à l'Est que de démocratie et de libertés à préserver à l'Ouest.

Pour le prolétariat, le seul choix de classe est celui de la lutte contre tous les blocs impérialistes, contre tous les Etats capitalistes.

A la propagande occidentale qui "redécouvre" aujourd'hui bruyamment une réalité que depuis plusieurs décennies des livres comme ceux de Boris Souvarine, d'Anton Ciliga ou de Victor Serge avaient décrite et que les révolutionnaires ont dénoncée dès les années 20, la classe ouvrière se doit de résister, non en se cachant cette réalité, mais y trouvant des motifs supplémentaires de haine contre la barbarie et l'hypocrisie capitaliste sous toutes ses formes. Contre les mensonges sur le "bilan positif du socialisme", elle doit trouver de nouvelles raisons, non de s'aligner derrière les intérêts de la bourgeoisie occidentale, mais de combattre toutes les forces capitalistes qui se disputent son adhésion, y compris celles qui prétendent le plus défendre ses intérêts.

Face à la lutte de classe, comme on l'a vu encore en Pologne, les grandes puissances impérialistes sont capables de se donner la main par dessus leurs antagonismes, car c'est leur existence même qui est menacée.

A la classe ouvrière mondiale de s'unir dans le combat contre tous les Etats capitalistes.

F.M.

Mais les ouvriers -français comme immigrés- en se retrouvant ces dernières années côte à côte dans les luttes contre leurs conditions communes d'exploitation ont accumulé une commune expérience qui tend à prévaloir de plus en plus résolument sur l'emprise de l'idéologie raciste et chauvine de la bourgeoisie.

Seule l'unité ouvrière réalisée dans la lutte en s'opposant directement aux intérêts nationaux et aux visées nationalistes de la bourgeoisie, pourra anéantir le racisme.

Y.D.

(1) Le "Reveil du Val de Marne" (organe du PC) du 17.11.78, citation rapportée avec d'autres exemples tout aussi édifiants dans la brochure du "Prolétaire". "Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration".

Réunions publiques et publications du C.C.I.

AIX EN PROVENCE

Permanence le 17 décembre, de 18h à 19h, au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Permanence le 6 décembre, de 18h30 à 19h30, au Café Victor-Hugo, 52 Cours Victor-Hugo.

CLERMONT-FERRAND

Permanence le 2ème samedi de chaque mois, à 14h., au Bar Galaxie, rue Fontgüe.

Contact avec les diffuseurs : au marché St Pierre de 11h à 12h le 2ème samedi de chaque mois.

LILLE

Réunion publique le VENDREDI 19 décembre, à 20h30, 23, rue Gosselet sur le thème : "L'Internationalisme prolétarien aujourd'hui."

Contact avec les diffuseurs : le 7 décembre de 10h30 à 12h, au marché de Wazemmes.

LYON

Réunion Publique le vendredi 19 décembre, à 20h 30, 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "Anti-fascisme, nationalisme, électoralisme : qu'es-saie de préparer la bourgeoisie?"

Permanence le 17 décembre, à 18h, même adresse.

MARSEILLE

Réunion Publique le 9 janvier. Le thème et le lieu seront communiqués ultérieurement.

Permanence le 12 décembre, de 18h à 19h, à l'"Artistic Bar", 4 Cours Joseph-Thierry (Réformés)

NANTES

Réunion Publique le 6 décembre, à 17h, au Centre Social des Bourderies, Nantes Châtenay, sur le thème : "Pologne : le syndicalisme contre la grève de masse"

Permanence le 4ème mercredi du mois à 20h 30, au Café de l'Hôtel de Ville.

Contact avec les diffuseurs au marché de la Petite Hollande, le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30.

PARIS

Réunion Publique le VENDREDI 12 décembre, à 20h30, au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage), sur le thème : "L'Internationalisme prolétarien aujourd'hui."

Permanence tous les VENDREDIS, sauf celui de la réunion publique, à 20h, même adresse. (salle orange).

SAINT-ETIENNE

Réunion Publique le 10 janvier à 14h30, le thème et le lieu seront précisés ultérieurement.

TOULOUSE

Réunion Publique le 19-12 à 21h, à la Cité Universitaire de l'arsenal, bat.C sur le thème : "La lutte des chômeurs: un combat de classe contre l'austérité et la marche à la guerre."

Permanence tous les vendredis sauf celui de la réunion publique, à 18h, au Bar "Le Colibort" avenue St Exupéry, Pont des Demoiselles.

Contact avec les diffuseurs au marché aux légumes sur le boulevard (près place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois de 11h à 13h.

VALENCIENNES

Contact avec les diffuseurs au marché du Centre le samedi 6 décembre de 10h30 à 12h.

DANS LA PERIODE ACTUELLE, LES ELEMENTS REVOLUTIONNAIRES SUBISSENT ENCORE, D'UNE FACON OU D'UNE AUTRE, LA SITUATION DIFFICILE DE L'ISOLEMENT ET DE LA DISPERSION.

NOUS VOUDRIONS QUE NOTRE JOURNAL SOIT UN DES MOYENS POUR DEPASSER CELLE-CI, D'UNE DISCUSSION PLUS VIVANTE.

A NOS LECTEURS, A TOUTE PERSONNE INTERESSEE PAR LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE, NOUS LEUR DEMANDONS DE NOUS ENVOYER LEURS REMARQUES, LEURS CRITIQUES, LEURS SUGGESTIONS.

ECRIRE : B.P. 581, 75 027 PARIS CEDEX 01.

Accion Proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit : (sans autre mention) APARTADO DE CORREOS 19-18 Valencia (Espagne)

Internacionalismo

Apartado 20672 Caracas 1020-A (Venezuela)

Internationalism

PO Box 961 Manhattan Station 365, West 125 St; New York, N.Y. 10027 (USA)

Internationalisme

BP 13 Bruxelles 31 1060 Bruxelles

Internationell Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit : IR BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

Rivoluzione Internazionale

CP 469 80100 Napoli (Italie)

Wereld Revolutie

Postbus 11 549 1001 GM AMSTERDAM

Weltrevolution

Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention : Postfach 410308 5000 Köln 41

World Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit : BM Box 869 LONDON WC 1 N, 3 XX

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale : Indiquer impérativement : RI BP 581 75 027 Paris Cedex 01

ABONNEMENTS

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à : R.T. CCP 2023302 X Paris.



REVUE INTERNATIONALE N° 23

- GREVES DE MASSES EN POLOGNE 80: Une nouvelle brèche s'est ouverte.
- LA CRISE DANS LES PAYS DE L'EST.
- LUTTE DE CLASSES INTERNATIONALE.
- LA LUTTE DU PROLETARIAT DANS LA PERIODE DE DECADENCE.
- LE PARTI DEFIGURE: La conception bordiguiste.

Collections de R.I.
Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles : Du n°22 au n°46 : 30 F

Polémique

Un anti anti-fascisme "primaire"

● Une rumeur secoue le petit milieu des "modernistes", et, brusquement, l'"anti-fascisme" fait recette.

- Quand la classe ouvrière lutte pour conserver son niveau de vie et son travail, pour ne pas crever de faim, nos modernistes adoptent pour slogan : "A bas le travail salarié!" et font la fine bouche sur les luttes revendicatives. (1)

- Quand la bourgeoisie nous prépare la guerre et un bain de sang supérieur à celui de la 2ème guerre impérialiste, nos modernistes dissertent pour savoir si les horreurs et la barbarie capitaliste ont fait périr 6 millions de juifs dans les chambres à gaz ou d'une autre manière.

En octobre, à la suite de l'attentat de la rue Copernic, cinq groupes ont publié avec "La Guerre Sociale" un tract qui dénonce les campagnes anti-fascistes de la bourgeoisie. Cependant, ce tract, à force de vouloir trop prouver que la démocratie et le fascisme sont deux cartes de la bourgeoisie, en vient à sous-estimer les horreurs de la guerre impérialiste et de la barbarie capitaliste.

A côté d'excellents arguments contre les mensonges des campagnes anti-fascistes, ce tract en vient à emboîter le pas à la maison d'édition "La Vieille Taupe", lorsqu'elle dépense beaucoup d'argent et d'efforts pour publier les livres de Rassinier (2) et de Thion (3) qui nient l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration.

La tract a raison de dénoncer l'exploitation faite par les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale des actes de barbarie nazie pour justifier ou

masquer leur propre barbarie. C'est une dénonciation que nous faisons notre, contre toutes les attaques des anti-fascistes professionnels. Par contre, à quoi riment tous ces efforts pour montrer que les chambres à gaz sont un mythe inventé par les anti-fascistes ? Des camps de concentration sans chambres à gaz, comme ceux de Staline, seraient-ils moins ignobles ? L'insistance mise à défendre ce point historique particulier ne peut, en fin de compte, qu'affaiblir l'ensemble de la démonstration.

Laissons cette recherche historiographique à nos universitaires. En effet, pour nous, le problème n'est pas de savoir COMMENT sont morts les 6 millions de juifs durant la 2ème guerre. C'est l'ensemble des crimes de la bourgeoisie qui doivent être dénoncés, car la guerre impérialiste a fait plus de 60 millions de morts, des millions d'estropiés, des déportations de peuples et des destructions innombrables.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là, puisque le numéro 34 de Jeune Taupe est presque entièrement consacré à ce problème avec la republication des lettres entre Jean Daniel du Nouvel Observateur et Faurisson (4).

Mais qu'est ce qui émeut tant messieurs les modernistes ? Est ce que la classe ouvrière est vraiment intéressée par les lettres de Faurisson ?

La vérité c'est que ces Messieurs, depuis longtemps, sont déçus du niveau atteint par la lutte de classe. En effet, les luttes immédiates du prolétariat sont souvent sous-estimées parce qu'elles ne sont pas aussi

"pures" qu'on le voudrait, et pas suffisamment en relation avec le "but final" : l'abolition du salariat ou de l'économie marchande (5).

Tous ces groupes préfèrent donc se tourner vers la critique de l'idéologie du sport et des jeux olympiques, et maintenant s'illustrer dans l'historicisme.

Un peu de sérieux, camarades ! Au moment où la bourgeoisie essaie de nous entraîner vers sa solution : la guerre impérialiste, et vers un nouvel "holocauste" qui pourrait bien être le dernier, vous, vous discutez encore sur le fait de savoir comment la bourgeoisie a fait pour tuer 60 millions de personnes au cours de la dernière guerre. Cela rappelle étrangement la discussion "sur le sexe des anges" au moment de la prise de Constantinople par les Turcs.

Notes :

(1) : série d'articles dans "Jeune Taupe", depuis Longwy-Denain.

(2) Rassinier, "Le mensonge d'Ulysse".

(3) Thion, "Vérité historique et vérité politique?"

(4) : Faurisson : universitaire et essayiste, il s'est fait une spécialité de démonter les grandes mythologies modernes. Du domaine littéraire qui est d'abord le sien (son interprétation iconoclaste du sonnet de Rimbaud sur les voyelles a fait grand bruit en une époque, en un certain milieu), il est passé à celui de la politique, avec les chambres à gaz nazies, en essayant de démontrer leur inexistence.

(5) : cf "notre critique" du PIC dans le R.I. n°73, mai 1980.

BROCHURES

- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

- CRISE ET DECADENCE DU CAPITALISME

- NATION OU CLASSE

- ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE

- PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (1972)

- RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROTSKYSME

DEBATS INTERNATIONAUX

- TEXTES ET COMPTE-RENDUS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE ORGANISEE PAR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE A MILAN (mai 77)

- 2ème CONFERENCE DES GROUPES DE LA GAUCHE COMMUNISTE, vol.1 et 2.

Directeur de Publication : D. Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

LES REVOLUTIONNAIRES ET LA LUTTE DE CLASSE EN POLOGNE

● La grève de masse en Pologne, surgie du plus profond de la société, a mis en mouvement des dizaines de milliers de prolétaires unis au delà des catégories et des divisions dans une même dynamique.

Une des tâches fondamentales des révolutionnaires, parce qu'ils "ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement," est de montrer l'unité du mouvement, de tirer les leçons des luttes pour l'ensemble du prolétariat mondial.

Pour le PIC, le mouvement de grève généralisé en Pologne 1980, parce qu'il ne s'est pas affronté violemment à l'Etat, est resté en deça des événements de 1970 où "la pratique radicale du mouvement qui posait la question en termes d'affrontement direct contre l'Etat et les forces de répression donne à ces émeutes et grèves quasi-insurrectionnelles un caractère de révolte prolétarienne." Le PIC fait ainsi de la violence physique le seul critère de radicalité d'un mouvement.

Toute lutte de classe est en soi un acte de violence contre l'Etat capitaliste, Etat contre lequel la classe exploitée cherche à imposer sa propre force.

Là où le PIC voit une faiblesse, nous voyons nous la force du mouvement comparée aux luttes de 70 :

1) si la classe ouvrière ne s'est pas affronté directement avec l'Etat, c'est parce que l'Etat n'a pas pu prendre l'initiative de tels combats comme en 70, à cause de l'ampleur du mouvement.

2) les ouvriers en Pologne ont dès le début du mouvement organisé des milices ouvrières armées pour se défendre d'éventuelles attaques de l'Etat. Les ouvriers se sont préparés dès le début à l'affrontement, mais avec une claire conscience que ce n'était pas sur ce terrain-là, dans la situation présente, qu'ils pouvaient être les plus forts.

Si le mouvement, contrairement aux désirs du PIC, n'a pas occupé la rue, cela ne marque pas un recul du mouvement par rapport à 70. En occupant les usines, les ouvriers en Pologne n'en ont pas fait un lieu "fermé" où vient mourir la lutte, mais au contraire UNE BASE d'où ils pouvaient prendre toutes les décisions, contrôler et élargir le mouvement.

"Alors qu'en 70, les prolétaires brûlaient le siège du parti au chant de l'internationale, on a pu voir aujourd'hui ce spectacle écoeurant de grévistes agenouillés religieusement (...), on a pu voir ce spectacle répugnant de grévistes brandir des drapeaux polonais, à l'heure où il faut brûler tous les drapeaux."

Depuis quand les révolutionnaires se laissent-ils prendre aux mensonges que la bourgeoisie lui distille chaque jour au travers de sa presse et de sa radio-télé? Il n'est pas question de nier ici les faiblesses et les illusions qui apparaissent au cours de la lutte et sont apparues en Pologne, mais de voir si la seule chose qu'ont fait les ouvriers en Pologne était de prier et d'agiter le drapeau de la patrie.

Lorsque les mineurs de Silésie se mettent en lutte parce que ceux de Gdansk ont lutté, lorsque les ouvriers du chantier naval "La commune de Paris" refusent de reprendre le travail alors qu'ils ont obtenu satisfaction par solidarité avec ceux de Gdansk, (etc...), ce ne sont ni des ouvriers à genoux, ni des ouvriers prêts à crever pour la défense de la patrie. Et c'est cette haute conscience de la solidarité qui s'est exprimée pratiquement dans le mouvement de grève de masse et qui a permis à celui-ci d'être une véritable force face à l'Etat.

Les illusions qui pèsent sur la conscience du prolétariat : la religion, le nationalisme, l'esprit syndical, existent et existeront encore jusqu'à la révolution. En Pologne, ces illusions ne sont pas tombées sur la tête d'ouvriers seuls dans leur coin apathiques, mais sur une classe en mouvement, qui dans sa pratique tendait à dépasser ces illusions et ces faiblesses.

A force de vouloir chasser les lunettes de la "radicalité", le PIC attend comme d'autres (le FOR, par exemple pour qui le mouvement en Pologne ne s'est pas attaqué au capitalisme) et risque d'attendre encore longtemps - jusqu'à la révolution, et encore peut-être la manqueront-ils. Le mouvement "pur et sans failles", cela rappelle quelque peu le fameux mythe de la grève générale, mythe cher aux anarchistes pour qui le mouvement surgira un beau matin, on ne sait trop pourquoi et fera la révolution... (2)

Pour le PCI, qu'en est-il? Dans un premier temps, au moment où le mouvement est à son apogée son apogée, le PCI salue la lutte des ouvriers en Pologne "qui est un encouragement pour les prolétaires du monde entier" et qui "a suffi à faire trembler la classe capitaliste du monde entier." Le PCI met alors en avant le fait que les ouvriers en Pologne (eux-mêmes et non le parti) "ont tiré des émeutes de 70 et 76 la force d'affronter l'adversaire avec détermination, préparation et organisation." Puis, alors que le mouvement marque le pas et que l'ensemble des forces de la bourgeoisie fait tout pour focaliser celui-ci dans la recon-

naissance des syndicats libres, on nous dit que finalement... "il ne s'est encore agi que d'une grève" et que "l'action du parti doit tendre à donner à ces flambées prolétariennes l'armement politique et organisationnel dont elles ont besoin."

C'est à n'y rien comprendre et on peut se demander :

1) pourquoi la lutte des ouvriers en Pologne, si elle n'a été qu'une flambée prolétarienne et rien de plus, a tant mobilisé autour d'elle l'ensemble de la bourgeoisie internationale, pourquoi ce grand renfort de prêts économiques de toutes parts.

2) quelle est cette force qui a permis aux ouvriers en Pologne de faire face à l'Etat de façon si déterminée et organisée... alors que le parti que le PCI appelle en "sauveur de l'histoire" n'existait pas.

Ceci est une énigme que le PCI ne peut résoudre.

Quand le mouvement était au plus fort, le PCI ne pouvait faire autrement que de le saluer, mais quand celui-ci, parce qu'il n'est pas encore dégagé de toutes ses faiblesses et de ses illusions et qu'il reste isolé de l'ensemble du prolétariat international, perd de son intensité, alors PLUS RIEN N'EST RIEN puisque le PARTI EST TOUT. C'est le parti qui établit des listes de revendications, qui crée des réseaux d'ouvriers combattifs, des groupes ouvriers, qui est là pour encadrer et donner au mouvement ses orientations politiques, etc...

Tous ces donneurs de leçons pour qui le mouvement n'est jamais assez pur, assez beau, assez propre, dont le parti pour les uns, l'intervention pour les autres sont le cheval de bataille, sont passés... à côté du plus riche mouvement de masse depuis 1968.

Pour les uns, le PIC notamment, seul l'affrontement direct et violent avec l'Etat ouvrirait une perspective. Pour les autres, le PCI : "AU SEIN DES NOUVEAUX SYNDICATS, l'heure est à la constitution d'une opposition de classe qui tire les leçons des luttes et tentent de les renforcer contre les sirènes de l'économie nationale et de la démocratie, conseil- lières de modération."

Le PCI comme le PIC sont bien en deça du mouvement même qui est en train de se dérouler sous leurs yeux et lui offrent comme perspective des actes que la classe ouvrière elle-même a déjà dépassés

Ainsi, une des revendications premières du mouvement en Pologne portait sur la dissolution des syndicats. Le mouvement s'est affirmé clairement et consciemment contre cette structure

qui n'était en rien un organe de la classe ouvrière.

Derrière la revendication des syndicats libres, les ouvriers manifestaient le besoin de se doter d'organes autonomes où ils pourraient continuer à défendre leurs intérêts et poussaient à bout leurs illusions sur la croyance en un vrai syndicat. A peine ces nouveaux syndicats que sont les "syndicats libres" viennent-ils de naître que la réalité se charge de montrer quotidiennement qu'ils ne peuvent être qu'une force de conservation de l'Etat bourgeois. Leur principale fonction aujourd'hui est d'essayer d'enrayer, de contrôler, d'épuiser le profond mouvement qui a secoué la société en Pologne et qui n'arrive pas à mourir. Déjà une grande minorité d'ouvriers tend à remettre en cause cette nouvelle structure et à s'opposer pratiquement à elle en refusant de suivre les mots d'ordre d'appel au calme de Walesa et Cie et en maintenant sa pression sur l'Etat.

Aujourd'hui, face à cette réalité, le PCI n'offre comme perspective que de régénérer des organes déjà morts pour la classe ouvrière. Hier, il appelait les ouvriers en Pologne à former des nouveaux syndicats en dehors des syndicats libres... Où est donc la belle cohérence du parti infailible!...

En tant qu'océan de phénomènes", la grève de masse met en avant à certains moments les faiblesses des ouvriers, tout comme l'océan lors d'une tempête fait remonter des profondeurs, des épaves, des déchets, etc, la grève de masse fait que les ouvriers poussent à bout leurs illusions : religion, nationalisme. Mais le cadre de la grève de masse permet de dépasser ses faiblesses. Toutes ces mystifications ne tombent pas sur la tête de prolétaires atomisés, divisés, indifférents, mais dans une classe en mouvement qui saura railler impitoyablement ses faiblesses et ses erreurs."

METTRE EN AVANT LES AVANCEES DU MOUVEMENT POUR ELIMINER LES FAIBLESSES, C'EST LE ROLE INDISPENSABLE DE L'ORGANISATION POLITIQUE DANS LA GREVE DE MASSE AUJOURD'HUI.

NOTES :

(1) : Voir "Jeune Taupe" n°33.

(2) Nous apprenons d'ailleurs que dans le dernier "Jeune Taupe" n°34, une tendance est apparue sur la base de l'analyse très réductrice du PIC de des événements en Pologne.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de La Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" - partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.